



Mobilisation des journalistes du 18 juin : simple raté ou acte manqué ?

Près d'un millier de journalistes se sont mobilisés le 18 juin à Paris, pour alerter sur la crise aiguë que connaît tout le secteur des médias. Les plans sociaux se multiplient dans toute la presse et les bouleversements liés à l'IA générative font peser des menaces sur l'avenir de la profession. Une mobilisation inédite, relayée largement dans les médias. Mais dans Ouest-France, pas un mot. Pas une ligne, ni sur le web ni sur le print.

« **On aurait pu faire quelques lignes** », reconnaît la rédaction en chef, avant de rappeler « **que d'autres professions se mobilisent régulièrement, on ne relaye pas tout** ». Entre ne pas tout relayer et ne rien dire d'un mouvement inédit face à une crise inédite, l'écart est grand. D'autant que l'AFP avait fait une dépêche, ce qui aurait permis de rendre compte facilement de l'événement sur le site de Ouest-France. La rédaction en chef veut bien admettre un raté mais ne peut l'expliquer aux élu.es de la commission rédaction, « **car les personnes en charge de l'actu ce jour-là ne sont pas là pour répondre** ».

Les absents ont toujours tort, puisque c'est cette même réponse que la REC formule à nouveau lorsqu'il lui a été demandé pourquoi le congrès national de la CFDT n'a été ni annoncé ni raconté, sur aucun de nos supports.

La rédaction en chef échappe ainsi à tout questionnement sur ces « ratés » qui concernent régulièrement sur l'actualité sociale. Alors que la campagne présidentielle va démarrer, que l'extrême droite s'approche du pouvoir, le traitement de l'actualité des mobilisations sociales et des corps intermédiaires est particulièrement crucial. Ouest-France se doit d'être au rendez-vous. Il ne l'a pas été le mois dernier. Les élu-es sauront rappeler à la REC et au directeur de la publication qu'en ce domaine, le journal a des responsabilités à assumer.

• Desks régionaux : le premier bilan de la REC

Six mois après le lancement des desks régionaux, opérationnels de 7 h à 22 h 45 chaque jour, la rédaction en chef a pu brosser un premier bilan de leur fonctionnement et de leur influence sur les audiences du site. Sur les chiffres comparés du premier semestre 2025 à

celui de 2026, elle note ainsi une hausse moyenne de 10 %. Avec de bons résultats dans certains départements (+15 % pour le Calvados, +7 % dans les Côtes-d'Armor, +14 % dans le Finistère, +28 % dans le Maine-et-Loire, +48 % dans la Sarthe...) Des chiffres qu'il convient cependant de nuancer dans la mesure où le début d'année 2026 a été marqué par une forte actualité (municipales,

inondations). Difficile donc d'attribuer le mérite de ces résultats au changement d'organisation. Même si, pour la plupart des médias, l'audience a tendance à baisser.

Si, pour la direction, la finalité est avant tout d'inciter à la conversion, les chiffres de 2026 ne sont pas aussi bons qu'attendus. Ainsi, après une hausse de 13 % entre 2024 et 2025, Ouest-France enregistre une baisse, qui serait liée à l'augmentation du prix du pack Essentiel.

Au niveau des organisations, la REC a dit avoir recueilli de bons retours des DD, chef-fes de région, d'édition, de rédaction et des SR web. Notamment pour traiter l'actualité chaude du matin, en particulier les directs (lives) qui constituerait une « **grande réussite** », quand l'information s'y prête.

Restera à dresser le bilan de la nouvelle organisation en matière de conditions de travail. Les élu-es du CSE n'oublient pas cet aspect qui avait motivé un avis négatif de l'instance de représentation du personnel sur le projet Locales 2025.

• **Efficienc 2 : rendez-vous en septembre**

En préambule du CSE du 9 juillet, le président du directoire a tenu à préciser ses propos tenus lors du CSE de juin : « **Non, je n'ai pas dit qu'il n'y aurait pas de suppression de pages locales dans le cadre d'Efficienc 2 et du regroupement des éditions, j'ai dit que ce ne serait pas automatique...** » Voilà qui n'est guère rassurant pour le futur. L'information locale est notre force pour les ventes en kiosque ; c'est le principal moteur pour les abonnements spontanés sur le numérique ; c'est d'abord ce que vont chercher nos lecteurs disent toutes les enquêtes du service R & D... Mais qu'importe.

Depuis des mois, la direction promettait de préciser les attendus financiers et sociaux des chantiers Efficienc 2 en juillet... Mais non, en juillet, on nous a présenté un satisfecit global de la direction : une vingtaine des 65 chantiers va générer assez d'économie de masse salariale pour qu'on ne fasse pas de PSE à la rédaction en 2026, assure la direction. « **Car**

c'est violent un PSE », dit la DG ; ou encore : « **C'est coûteux.** »

Soyons rassurés, donc, même si la direction le reconnaît du bout des lèvres : « **Les chantiers n'ont peut-être pas été aussi participatifs et collectifs que ce que nous avions prévu.** » Les journalistes sportifs en savent quelque chose.

Donc, à ce stade, les représentants du personnel ne savent rien des futures organisations. On sait juste que la direction a trouvé les quelque 8 à 12 millions d'économie sur les emplois, et que le 8 septembre, elle expliquera où. Et promis, ça ne sera pas violent...

• **Les IA qui aident... À supprimer des postes ?**

À la rédaction, une IA est en test pour l'aide à la relecture de la copie des correspondants. Un test qui est prolongé, car le premier n'était pas assez informatif... Pour voir combien de temps on gagne ? Pour voir combien de pages les SR feront après qu'Efficienc 2 aura bien raboté les missions, et fait la chasse à « **la surqualité, dont on n'a plus les moyens** ».

81

C'est le nombre de départs à la retraite programmés en 2026 et 2027, selon la direction. En y ajoutant le non-renouvellement de CDD, une cinquantaine de retraites progressives déjà actées et le non-remplacement de quelques ruptures conventionnelles, la direction escompte que cette baisse des effectifs lui permette de ne pas avoir à lancer un PSE dans un avenir proche.

• **Novo 19 : la direction affiche sa confiance**

La directrice de Novo 19 assure aux élu-es du CSE Ouest-France que la chaîne est dans le plan financier prévu. Les grilles ont été revues et les projets décalés pour faire face à la baisse de la publicité, seule source de revenu

de la chaîne. Les audiences sont celles qui avaient été ciblées, voire meilleures, paraît-il. Donc tout n'irait pas si mal, dans le contexte compliqué qui est celui de la télévision linéaire. Mais il faudra quand même prévoir une rallonge financière en 2027. Combien ? That is the question.

• « Retraitables » et ruptures conventionnelles

La direction prévient gentiment : les journalistes qui souhaitent prendre une retraite progressive à un taux supérieur à 20 % doivent se déclarer avant le second semestre 2027, car pas sûr qu'elle maintienne les conditions actuelles de compensation de la cotisation retraite à 100 % au-delà du premier semestre. Ce n'est pas du chantage, c'est de l'incitation. Quant aux ruptures conventionnelles individuelles (RCI), on en compte quatorze acceptées à la fin juin, dont huit pour des journalistes. Il reste peu de possibilités pour le reste de l'année car l'entreprise doit rester en dessous de 18-19 RCI pour ne pas attirer l'attention de l'inspection du travail, qui pourrait y voir un plan de licenciement qui ne dit pas son nom.

3

C'est le nombre de journalistes en CDI ayant intégré l'entreprise entre janvier et juin. Durant la même période, vingt journalistes en CDI l'ont quittée (tous motifs confondus). Pour toutes les catégories professionnelles, on dénombre 53 ruptures de CDI contre onze embauches.

• Postes vacants

Une soixantaine de postes resteront vacants au 1^{er} septembre. Ils seront donc pourvus par des CDD. Parfois, il s'agit même de poste de chef-fes d'agence.

En voici la liste, en équivalent temps plein (ETP) : 2 ETP à Falaise ; 2 au SR du Calvados ; 0,35 à Caen ; 1,9 à Alençon ; 2 à Flers ; 1 à Avranches ; 1 à Granville ; 0,45 à

Coutances ; 0,9 au SR de la Manche ; 1 à Loudéac ; 0,8 à Guingamp ; 0,8 à Lannion ; 1 au SR des Côtes-d'Armor ; 1 à Douarnenez ; 2,8 au SR du Finistère ; 1 à Saint-Malo ; 0,8 au SR de l'Ille-et-Vilaine ; 1 à Ploërmel ; 1,2 au SR du Morbihan ; 1 au SR de la Loire-Atlantique ; 1 à Laval ; 1,9 au SR de la Mayenne ; 0,9 à Cholet ; 0,8 à Angers ; 1 à Sablé-sur-Sarthe ; 0,8 au Mans ; 1 au SR de la Sarthe ; 1 à Fontenay-le-Comte ; 1,4 au SR de la Vendée ; 0,8 aux sports Calvados ; 0,7 aux sports Maine-et-Loire ; 0,8 aux sports Vendée ; 0,8 aux sports Finistère ; 2,4 aux sports siège ; 4,7 au desk ; 2 à la vidéo ; 2,8 au service photo.

Celles et ceux qui avaient émis un souhait de mutation sur des postes qui restent vacants **« n'avaient pas les compétences »**, explique la rédaction en chef. Les concernés apprécieront.

La citation

Interrogé lors du CSE du 9 juillet sur la motion signée par de nombreux journalistes des sports, qui venait d'être diffusée, le président du directoire a répondu : **« On a vu cette motion. Elle ne dit pas qu'il ne faut pas de transformation mais pose des questions sur la méthode. Au sortir des vacances, on va se remettre autour de la table avec les équipes des sports. Ces chantiers nécessitent du dialogue, secteur par secteur. Avec des arbitrages si nécessaire. »**

• Mon Village : un regrettable mélange des genres

Les lecteurs du journal ont peut-être découvert dans les pages de leur commune un article au style hautement enthousiaste et aux accents promotionnels concernant l'application Mon Village. Une application de services à laquelle souscrivent des communes (elles sont 150 à l'avoir adoptée). Et dans laquelle Ouest-France a des parts. De ce lien, il n'est point fait état dans les articles parus. La mention « publireportage » n'est pas présente non plus, alors qu'il s'agit bien d'un texte écrit par

les services « BtoB » du groupe qu'on demande aux localiers et aux SR de passer tel quel.

Un mélange des genres que la rédaction en chef peine à reconnaître. « **On tient à la mise en avant ce service.** » Mettre en avant Mon Village, pas de problème, mais avec toute la transparence nécessaire vis-à-vis du lecteur. Nous serons attentifs à ce que ce soit fait dorénavant.

• Photo de une sur la canicule

Mercredi 24 juin, la une est consacrée à ces Français qui vont se rafraîchir à la plage. Or, la photo MaxPPP choisie est prise à Marseille, alors que le quart Sud-Est était la région la moins touchée par la vague de chaleur à cette date. Aucun photographe n'était disponible pour accompagner le rédacteur ayant réalisé le sujet de une, a expliqué la rédaction en chef. Et le reste des photos disponibles ne convenaient pas pour la une, assure-t-elle.

Selon la REC, aucun rapport avec les effectifs du service photo qui ne cessent d'être réduits, bien sûr... Un avis que les élu·es du SNJ ne partagent évidemment pas. Réaliser un journal « print » et un site visuels et attrayants, tout en alimentant nos bases de photos, cela demande une équipe de reporters

photographes à la hauteur des ambitions de l'entreprise. D'autant plus que ces collègues font aussi des vidéos, « priorité stratégique » de l'entreprise.

Paris

Fin 2025, Ouest-France a mis en vente ses locaux parisiens Faubourg-Saint-Honoré. Début juillet, trois offres avaient été reçues, dont l'une à environ 1,5 million de moins que les estimations. Pour rappel, l'argent tiré de cette cession servira au désendettement de l'entreprise. À la rentrée, il est possible (probable ?) que l'entreprise ou le groupe envisageront de céder d'autres « bijoux de famille » toujours pour améliorer la trésorerie.



Contactez-nous : snj@ouest-france.fr ou contact@snj-of.fr